



tinople, M. Locoy, chargé d'affaires prussien, et M. de Stürmer, intermédiaire de Vienne, ont pas d'autres instructions que de suivre les pas du ministre russe et de lui faire cortège. Une seule chose me dérange en ce moment pour reprendre sous des formes différentes, mais dans une pensée analogue, les traditions de Chatham et l'attitude de 1814, l'adhésion et le concours de l'Angleterre. Si celle-ci est jointe à l'attitude de l'Autriche, l'Angleterre n'est pas un allié politique et militaire de la France, on en flâne du moins, et la question d'Orient pourrait être résolue. Les intérêts que chaque puissance avait lors de la conclusion du traité de Vienne. La Russie n'a pas sans doute la prétention et l'espérance de devenir le cœur des événements; elle ne veut que se mettre en mesure d'en profiter; elle n'essayera donc pas de briser directement l'alliance française, mais elle fera comprendre que si cette alliance se trouve un jour compromise par l'un ou par l'autre des partis, il reste pour l'Angleterre un jeu plus hardi et non moins sûr, plus conforme à la gloire et aux intérêts du pays, en même temps que plus en harmonie avec les traditions politiques d'Europe. Une telle encompromis de l'Orient, justifiée par l'ambition de chaque jour croissante dans ces malheureuses contrées, l'occupation des provinces transcaucasiques, contrebalancée par celle du littoral égyptien et peut-être par la possession de la Syrie, telles seraient les stipulations principales d'une politique, dont l'histoire n'a pas connu, mais que de nombreuses éventualités pourraient malheureusement rendre possible. Personne ne se dissimule à Londres le caractère précaire des rapports actuels avec la France, et n'ignore qu'un mouvement électoral de ce côté-ci de la Manche suffirait pour amener la chute d'un système qui ne se maintient depuis trois ans qu'à force d'expédients et de résignation. Dans un tel état de choses, comment repousser péremptoirement les perspectives nouvelles qui s'ouvrent d'un autre côté? La presse anglaise, avec son admirable instinct politique, a parfaitement entrevu ceci, et les journaux habituellement hostiles au czar ont pris toute l'équipée d'attitude de réserve et de convenance qu'en pareille circonstance on attendrait d'un journal de leurs confrères de Paris. Les répugnances personnelles n'ont pas prévalu contre les intérêts nationaux, et l'on n'a pas sacrifié aux antipathies du jour les éventualités de l'avenir. En attendant à Londres, l'empereur a fait un acte de hardiesse et de prévoyance; il n'a pu espérer d'ovations populaires, et attendait, il recherchait autre chose. Qui oserait dire que ses prévisions ont été trompées?

Le voyage du roi est aujourd'hui décidé, bien qu'il soit aujourd'hui à peine les couchés de la reine Victoria. Le roi Louis-Philippe, en débarquant en Angleterre, y rencontrerait à coup sûr un accueil triomphal et ces démonstrations publiques que n'attendait point l'ennemi de la Bulgare; les populations se presseraient sur son passage, et des meetings se formeraient sur tous les points du royaume pour lui organiser une réception triomphale. Le sens élevé du prince qui préside aux destinées de la France lui a fait repousser ces succès dangereux et ces acclamations auxquelles il ne veut pas s'exposer à être salué comme l'ami de l'ennemi de l'Angleterre; il ne donnera pas aux ennemis de sa dynastie le thème à exploiter. Le roi rendra au château de Windsor sa visite de famille qui lui a été faite au château d'Eu; il y arrivera, dit-on, à bord d'un bateau à vapeur, sans appareil militaire, mais qui maintiendra aussi scrupuleusement que la reine Victoria elle-même, un caractère tout personnel à sa destination. Le pays lui saura gré de cette réserve, et demanderait en compte sérieux aux ministres d'un voyage conçu et exécuté dans un autre esprit.

**Nouvelles de Chine.**  
Les nouvelles de la Chine arrivées par le dernier paquebot de l'Inde ont un assez grand intérêt. Nos correspondances particulières vont jusqu'au 10 mars, et nous annoncent deux événements d'une haute gravité, dont l'un n'est peut-être que la conséquence de l'autre, mais qui, dans notre opinion, ne peuvent manquer d'amener assez promptement une révolution totale non seulement dans les rapports de la Chine avec l'Inde anglaise, mais dans le commerce et la navigation de l'Europe et de l'Asie.

Le premier de ces événements est l'arrivée à Calcutta de sir William Parker, commandant de la station anglaise à Hong-Kong, chargé d'une proposition du gouvernement chinois aux directeurs de la Compagnie des Indes. L'empereur du Céleste-Empire, désirant sauver ses sujets de la démolition produite par l'opium, propose à la Compagnie de lui payer une tribu annuelle d'un million de demi-sterling (18 millions de francs), à la condition de renoncer à la culture de l'opium dans toute l'étendue des possessions britanniques.

Le second événement qui peut être bien traité en cotillonne du premier, est la saisie d'un vaisseau contrebandier anglais dans le port de Shanghai avec des circonstances tout-à-fait inattendues, c'est-à-dire avec l'assistance d'un croiseur anglais, sur la dénonciation d'un marchand anglais et à la requête du consul anglais. Voici l'explication de ces faits, telle que nous la trouvons dans le *Singapore Free Press* du 7 mars : Trois navires anglais se trouvaient vers la fin de février dans le port de Shanghai : c'étaient le *William IV*, l'*Amelia*, et le *Maingay*, avec des cargaisons variées, mais ayant chacun à bord une quantité considérable d'opium qui n'était point portée sur leurs registres. Craignant sans doute que la présence de cette marchandise prohibée ne leur occasionnât quelque embarras pour le placement du restant de leurs cargaisons, ils s'arrangèrent pour transporter tout l'opium sur le *William IV*, qui devait aller le vendre en dehors de la rade. Or il paraît qu'un marchand anglais nommé White, résidant à Shanghai, était dans le secret de ce qui se passait, et (l'on ne dit pas pour quel motif) il trouve bon d'écrire au mandarin du lieu pour lui en donner avis. Le fonctionnaire chinois n'avait garde de profiter d'un avertissement aussi désagréable. Nouvelle lettre de l'Anglais, qui envoie cette fois son propre domestique pour la porter. Le mandarin, impatienté de cette importunité, retient le message, et l'on ajoute même, le fait punir. Le marchand, avec une persévérance vraiment remarquable, s'adresse alors au consul d'Angleterre pour lui porter en dernier ressort sa dénonciation officielle. Le fait devenant ainsi notoire, il fallut bien que le mandarin se décidât à agir. Il en voya donc ses gardes-côtes pour visiter les navires suspects, mais en ayant soin de faire prévenir ces derniers quelques moments d'avance. Les contrebandiers se hâtèrent de jeter à la mer les caisses qu'ils n'avaient point encore déchargées sur les caboteurs chinois; mais malheureusement, à l'arrivée des douaniers, il en restait encore une cinquantaine. Le *William IV*, pris en flagrant délit, fut alors, à la demande du consul d'Angleterre, remis au navire de la croisière anglaise et envoyé à Hong-Kong; sous la charge d'un lieutenant de vaisseau, tandis que les deux autres bâtiments (l'*Amelia* et le *Maingay*) restèrent détenus à Shanghai, sous la garde d'un détachement de la marine royale anglaise. Mais voilà sir Henri Pottinger fort embarrassé. Si le non-reconnait point la saisie du contrebandier, et qu'il le relâche sans lui faire son procès, il laisse planer sur lui-même et sur son gouvernement une accusation odieuse, celle d'une insigne mauvaise foi, le mépris de tous les traités et de toutes les proclamations échangées avec le gouvernement chinois. Si au contraire il le condamne à la confiscation ou à l'amende, il établit un précédent qui ne peut manquer de ruiner un système de contrebande devenu indispensable à l'existence de la Compagnie; car dès lors les autorités chinoises, pour avoir leur part de l'amende, ou même, à leur défaut, les marchands anglais, étrangers au commerce de l'opium, et qui voudraient le voir cesser, ne manqueront pas d'instruire le consul de chaque localité de la présence et du but de divers navires qui fourniront tant dans la rivière de Canton que sur les côtes. Ce consul se verra obligé de recevoir les dénonciations, et la marine royale anglaise se trouvera de fait chargée du service de la douane chinoise pour arrêter les contrebandiers de la compagnie. De ces deux alternatives, sir Henri Pottinger ne pouvait accepter que la dernière, et il paraît que les armateurs du *William IV* devront effectivement payer l'amende de 500 d'ollars (1,200 fr.), amende fort légère sans doute, mais qui ne peut manquer de faire un fort considérable à la contrebande.

grave, puisqu'il a eu tant à se plaindre du régent : on ne ménage guère ses ennemis chinois, il faut se dire que la grandeur d'âme de Brummell compensait la frivolité de sa gloire. C'est été alors véritablement un grand homme. Bientôt sa fatuité, son impertinence et ses bons mots occupèrent les cent bouches de la renommée. En général, pour apprécier le sel de ses réparties, il faut se placer au point de vue des mœurs anglaises. Elles perdent beaucoup en traversant le détroit. C'est le contraire du vin de Bordeaux, qui gagne à passer la Manche. Il est plus d'une réponse de Brummell qui, en tout autre pays, passerait pour une grossièreté. A Londres, on considérait de pareilles intercardes comme des traits de génie dans le dandysme. Du reste, les humilités glissaient sur lui comme sur l'esprit du public, sans laisser de trace. On eût dit que l'opinion était d'accord avec Brummell, pour le regarder comme un être à part. C'est ce qui faisait sa force. Il était impossible de le compromettre ou de l'offenser. « Brummell, écrit le capitaine Jesse dans sa langue pittoresque de *l'Fashion*, était à la fois intact and inviolable. » Les mortifications même lui ont fait plus de célébrité que ses triomphes. Une nuit de fête, comme il se promenait dans le jardin de son hôtel de Brunswick, déjà embarrassé dans ses habits, fut obligé de précéder le prince d'Edouard dans l'escalier, comptant bien avoir échappé à l'humiliation de se voir publiquement d'un tel équipage. Mais, comme il s'élevait rapidement l'escalier, un laquais à son grand désespoir, lui toucha le bras et dit : « Pardieu, monsieur, il y a ici des passillouses pour être un peu plus près de la chaussure en venant à pied. » Le lendemain, Brummell était la risée de Edouard. Mais son fatuité trouva moyen de mettre à profit ces déconvenues de l'amour-propre, et il accepta de bonne grâce, en vue de la popularité, d'être ainsi bien le bouffon du public, quoique celui-ci le punit de ses réparties. D'ailleurs les réparties lui firent peu de bien, dans la roquette, Brummell était magnifique. Ni le rang, ni l'âge ne taient à l'abri des traits de dandy, comme on n'avait pas le droit de s'écarter, puisqu'il était un homme sans conséquence; pour peu que son esprit ou seulement de goût, il a été toujours les honneurs de la guerre. On dit que Bedford lui demandait un jour son avis sur un habit. Le dandy se trouva parfaitement mis. Brummell prendait toujours, et même le grand seigneur, la tête aux pieds, haussait les épaules, et, faisant une pirouette, dit en très-haut : « Bedford appelle cette blouse un habit ! » On comprend que de semblables impertinences, en fait de création d'ennemis, devaient ruiner la fortune de Brummell. Il poussa Poulton, le circonférent jusqu'à s'écarter la haine de mistress Fitz-Herbert, qui épousa le régent secrètement et qui mourut durant sa vie en enfer, même la diable, beaucoup d'empire sur l'esprit du prince. Dès qu'il mourut, il fut perdu.

Le cabinet noir à Londres. Une discussion très-vive a eu lieu dans la chambre des communes au sujet d'une plainte formulée par M. Duncombe, au nom de quelques habitants de Londres, et constatant que les lettres sont décachées à la poste. M. Duncombe a adressé à cet égard des interpellations pressantes et énergiques à sir James Graham; il a demandé entre autres si le gouvernement avait connaissance de ces procédés et si, en ce cas, il y donnait sa sanction. Le ministre a répondu qu'en vertu d'une loi datée du règne de la reine Anne, le premier secrétaire d'état peut, dans certaines circonstances, faire retenir et ouvrir des lettres à la poste, qu'en 1837, le parlement appelé à examiner cette loi l'avait continuée; que, puisque le parlement a confiance dans le ministre dont ce pouvoir est exercé, il ne sied pas au public de s'enquérir des causes qui nécessitent de pareilles mesures dans certains cas extraordinaires. Sir James Graham a fini par déclarer qu'il ne pouvait donner de plus amples explications. Mais cette réponse n'a pas satisfait M. Duncombe qui, à différentes reprises, est revenu à la charge, soutenu dans ses attaques par le ministre, par quelques membres, plus d'une fois rappelés à l'ordre. M. Duncombe a proposé, enfin, que la chambre ajournée, afin qu'elle eût le temps de s'occuper de cette affaire, mais cette motion a été rejetée. Sir James Graham a constamment refusé de répondre aux questions de M. Duncombe.

**Nouvelles de Turquie.**  
La Gazette Universelle d'Augsbourg publie quelques nouvelles ultérieures du théâtre de la guerre en Albanie. Le 13, Chaireddin-Pacha avait quitté Monastir pour s'emparer de Gritschowa. Ses forces se composaient de 1,000 hommes d'infanterie, d'une compagnie d'artillerie avec quatre pièces de campagne, et d'un détachement de milices irrogaltes albanaises, dont plus de la moitié étaient des chrétiens, commandés par leur propre chef. Après deux jours de marche, il rencontra près du village de Zagra les rebelles, qui, au nombre de 3 à 4,000, engagèrent de suite un combat. Le combat, qui dura 2 heures, se termina par la déroute complète des Albanais, qui laissèrent 300 hommes sur la place; les Turcs leur firent en outre 100 prisonniers.

de l'argent, le pressait beaucoup d'accepter. Sa gêne était extrême; le régent l'ombliant. Brummell refusa cependant. « J'ai promis, dit-il, à M. Leleux, j'ai promis à la duchesse d'York de ne rien écrire durant la vie de Georges IV et de ses frères. C'est un serment que j'observerai jusqu'au lit de mort. Il ne me reste que ce moyen de reconnaître les bontés que la princesse eut pour moi, et je le tiendrai ma parole. » A Belvoir, il était obligé de faire le sportman, et, quoique l'équitation ne fût pas le côté brillant de son dandyisme, Brummell se montrait suffisamment cavalier pour un temps où le turf s'occupait pas encore dans la *l'Fashion* anglaise la prédominance qu'on lui concède aujourd'hui. Le moment tout-à-fait décisif de la fortune de Brummell fut le mariage du prince de Galles avec Caroline de Brunswick. Cet événement le plaça plus intimement que jamais dans la familiarité du futur monarque, et la position fautive où se trouva le régent par suite de divers incidents avec mistress Fitz-Herbert donna à son favori l'occasion de lui livrer ses impertinences, et par conséquent d'offrir à la société anglaise un spectacle plus curieux que jamais. Le régent du favori résidait, au moment du mariage, tantôt à Londres, tantôt à Brighton. Ce n'était pas une raison pour que Brummell le suivit, mais ce fut un prétexte pour le mettre de l'escorte de Caroline. Une partie du 10<sup>e</sup> de hussards en effet, sous le commandement de lord Edward Somerset, alla recevoir la princesse à son débarquement sur la rade de Greenwich. On lui fit la conduite jusqu'au palais de Saint-Thémas. Brummell était à son rang comme capitaine de hussards, et dans la suite de prince comme chevalier d'honneur. Ces doubles fonctions, à l'occasion de sa présence à toutes les cérémonies du mariage. L'insolence de Brummell se signala même, dans la première entrevue, d'une façon qui dut rendre à jamais Caroline son implacable ennemie. On sait que cette femme infortunée était d'un pays, d'une éducation et d'une famille où l'étiquette britannique est parfaitement odieuse. Caroline ne pouvait plus mal tomber que dans la compagnie de deux hommes dont la *l'Fashion*, théorie et pratique, absorbait exclusivement la vie. Le prince ne jurait que par Brummell, qui pour sa part était si volonté à la Grande-Bretagne. A Greenwich, Caroline eut pour changeur de toilettes chez sir Hugh Palliser. Elle risqua de son cœur de l'étiquette dont on l'importunait déjà, même en lui passant sa première robe de cour, que le souvenir de Maria-Antoinette vint involontairement à la mémoire de tous les spectateurs de cette étrange scène. On part pour Londres; autre fatalité! Lord Malmesbury, maître des cérémonies, qui devait introduire Caroline chez le prince de Galles, ne se trouva pas. Caroline pénétra dans le palais sans être annoncée. Tandis qu'elle se trouvait oubliée pour le dandy, on retenait le prince de Galles. A la vue de sa femme, il pâlit et dit en s'appuyant sur sa main : « Madame, vous êtes bien mal habillée ! » Ce mot semblait dicté par Brummell. Caroline le comprit et ne l'oublia point.

A cette époque, le favori demeurait dans Chesterfield-Street, où il recevait souvent à dîner le prince avec ses intimes. C'était comme un second cottage du Hampshire. Brummell n'avait alors que deux chevaux d'essai et pas de voiture, mais il n'était pas moins le souverain de White et d'Almack. Du reste, à son broie le capitaine Jesse, le chevalier d'honneur de la soirée, était toujours démenti des bruits qui couraient et qui couraient encore sur les événements scandaleux de la dernière nuit d'hymen. Son légalitudo est

Finances d'Espagne. Les conférences entre les contractistas et le ministre des finances continuent et c'est ici une question de chiffres, relativement au taux du 3 p. c. La commission des contractistas, composée de MM. Francisco de las Rivas, Mateo, Marga et Negro Carrizosa, a encore en aujour d'hui une entrevue avec M. Mota, mais le ton qui régnait dans ces discussions peut faire pressager un accord. Voici les détails donnés aujourd'hui par *El Castellano* sur ces conférences financières. Elles excitent une si grande attention.

Plusieurs conférences ont eu lieu entre la commission des détenteurs de traites sur le trésor et M. le ministre des finances. Il paraît que l'on est d'accord sur la pensée d'échanger ces traites contre du 3 p. c., et que la difficulté ne roule que sur le taux de ce dernier papier. Le ministre veut qu'il soit reçu à 40 p. c., et les créanciers ne veulent en donner que 30. Espérons que, quoique la différence soit grande, on parviendra à s'entendre en cédant chacun quelque chose de la prétention pour l'avantage commun. Dans l'opération de la liquidation et du recouvrement de ce que les contractants doivent lui livrer encore pour soldé de leurs traites, le gouvernement trouvera l'avantage de recevoir des intérêts importants qui diminueront sa dette et lui procureront de l'argent s'il veut les vendre ou les engager. D'un autre côté, le change proposé convient aussi aux contractants puisqu'ils n'ont pas leurs capitaux, bien qu'avec quelque diminution ils n'ont pas à attendre des mois et des années pour rentrer dans leurs fonds. La richesse publique les transactions particulières, et les négociations de bourse y gagneront également dans plus d'un sens.

**Le cabinet noir à Londres.** Une discussion très-vive a eu lieu dans la chambre des communes au sujet d'une plainte formulée par M. Duncombe, au nom de quelques habitants de Londres, et constatant que les lettres sont décachées à la poste. M. Duncombe a adressé à cet égard des interpellations pressantes et énergiques à sir James Graham; il a demandé entre autres si le gouvernement avait connaissance de ces procédés et si, en ce cas, il y donnait sa sanction. Le ministre a répondu qu'en vertu d'une loi datée du règne de la reine Anne, le premier secrétaire d'état peut, dans certaines circonstances, faire retenir et ouvrir des lettres à la poste, qu'en 1837, le parlement appelé à examiner cette loi l'avait continuée; que, puisque le parlement a confiance dans le ministre dont ce pouvoir est exercé, il ne sied pas au public de s'enquérir des causes qui nécessitent de pareilles mesures dans certains cas extraordinaires. Sir James Graham a fini par déclarer qu'il ne pouvait donner de plus amples explications. Mais cette réponse n'a pas satisfait M. Duncombe qui, à différentes reprises, est revenu à la charge, soutenu dans ses attaques par le ministre, par quelques membres, plus d'une fois rappelés à l'ordre. M. Duncombe a proposé, enfin, que la chambre ajournée, afin qu'elle eût le temps de s'occuper de cette affaire, mais cette motion a été rejetée. Sir James Graham a constamment refusé de répondre aux questions de M. Duncombe.

**Nouvelles de Turquie.**  
La Gazette Universelle d'Augsbourg publie quelques nouvelles ultérieures du théâtre de la guerre en Albanie. Le 13, Chaireddin-Pacha avait quitté Monastir pour s'emparer de Gritschowa. Ses forces se composaient de 1,000 hommes d'infanterie, d'une compagnie d'artillerie avec quatre pièces de campagne, et d'un détachement de milices irrogaltes albanaises, dont plus de la moitié étaient des chrétiens, commandés par leur propre chef. Après deux jours de marche, il rencontra près du village de Zagra les rebelles, qui, au nombre de 3 à 4,000, engagèrent de suite un combat. Le combat, qui dura 2 heures, se termina par la déroute complète des Albanais, qui laissèrent 300 hommes sur la place; les Turcs leur firent en outre 100 prisonniers.

de l'argent, le pressait beaucoup d'accepter. Sa gêne était extrême; le régent l'ombliant. Brummell refusa cependant. « J'ai promis, dit-il, à M. Leleux, j'ai promis à la duchesse d'York de ne rien écrire durant la vie de Georges IV et de ses frères. C'est un serment que j'observerai jusqu'au lit de mort. Il ne me reste que ce moyen de reconnaître les bontés que la princesse eut pour moi, et je le tiendrai ma parole. » A Belvoir, il était obligé de faire le sportman, et, quoique l'équitation ne fût pas le côté brillant de son dandyisme, Brummell se montrait suffisamment cavalier pour un temps où le turf s'occupait pas encore dans la *l'Fashion* anglaise la prédominance qu'on lui concède aujourd'hui. Le moment tout-à-fait décisif de la fortune de Brummell fut le mariage du prince de Galles avec Caroline de Brunswick. Cet événement le plaça plus intimement que jamais dans la familiarité du futur monarque, et la position fautive où se trouva le régent par suite de divers incidents avec mistress Fitz-Herbert donna à son favori l'occasion de lui livrer ses impertinences, et par conséquent d'offrir à la société anglaise un spectacle plus curieux que jamais. Le régent du favori résidait, au moment du mariage, tantôt à Londres, tantôt à Brighton. Ce n'était pas une raison pour que Brummell le suivit, mais ce fut un prétexte pour le mettre de l'escorte de Caroline. Une partie du 10<sup>e</sup> de hussards en effet, sous le commandement de lord Edward Somerset, alla recevoir la princesse à son débarquement sur la rade de Greenwich. On lui fit la conduite jusqu'au palais de Saint-Thémas. Brummell était à son rang comme capitaine de hussards, et dans la suite de prince comme chevalier d'honneur. Ces doubles fonctions, à l'occasion de sa présence à toutes les cérémonies du mariage. L'insolence de Brummell se signala même, dans la première entrevue, d'une façon qui dut rendre à jamais Caroline son implacable ennemie. On sait que cette femme infortunée était d'un pays, d'une éducation et d'une famille où l'étiquette britannique est parfaitement odieuse. Caroline ne pouvait plus mal tomber que dans la compagnie de deux hommes dont la *l'Fashion*, théorie et pratique, absorbait exclusivement la vie. Le prince ne jurait que par Brummell, qui pour sa part était si volonté à la Grande-Bretagne. A Greenwich, Caroline eut pour changeur de toilettes chez sir Hugh Palliser. Elle risqua de son cœur de l'étiquette dont on l'importunait déjà, même en lui passant sa première robe de cour, que le souvenir de Maria-Antoinette vint involontairement à la mémoire de tous les spectateurs de cette étrange scène. On part pour Londres; autre fatalité! Lord Malmesbury, maître des cérémonies, qui devait introduire Caroline chez le prince de Galles, ne se trouva pas. Caroline pénétra dans le palais sans être annoncée. Tandis qu'elle se trouvait oubliée pour le dandy, on retenait le prince de Galles. A la vue de sa femme, il pâlit et dit en s'appuyant sur sa main : « Madame, vous êtes bien mal habillée ! » Ce mot semblait dicté par Brummell. Caroline le comprit et ne l'oublia point.



